

Budget 2026 : La question n'est pas « combien de dette ? », mais « pour quoi faire ? »

L'économiste Maxime Menuet relève la dimension morale du mot « dette », empreinte de culpabilité, tandis qu'« austérité » porte une vision rédemptrice dans les discours politiques

Maxime Menuet

François Bayrou cherche plus de 40 milliards d'euros d'économies pour le budget 2026. La Cour des comptes, le Fonds monétaire international, Bruxelles : tous réclament à l'unisson des « efforts ». Mais de quels efforts parle-t-on ? Réparer une erreur ? Expier une faute collective ?

Derrière cette injonction, c'est toujours le même récit moral de la dette publique qui transparaît. Celui d'une France qui, depuis quarante ans, aurait « vécu au-dessus de ses moyens », compromettant l'avenir de ses enfants. Dans cette fable, la dette n'est pas d'abord une contrainte économique, mais le symptôme d'une faute collective. Et l'austérité – ces « efforts » – devient la pénitence imposée pour la laver.

Ce récit plonge ses racines dans un imaginaire religieux et moral profondément ancré – en allemand, *Schuld* signifie à la fois « dette » et « culpabilité ». Dans la tradition chrétienne, dette et péché sont intimement liés, presque confondus. En araméen, la langue de Jésus, comme en grec, un même mot désigne les deux. La dette suprême, c'est le péché originel dans la Genèse.

Cette analogie traverse les siècles et continue d'imprégnner notre perception de la dette : jamais simplement une donnée comptable, mais toujours une transgression à expier. Le premier ministre la qualifie de « *malédiction sans issue* », comme si elle incarnait encore le serpent biblique qui précipite la chute.

Ce poids symbolique explique la méfiance persistante envers la dette publique, alors même que la plupart des économistes rappellent qu'elle n'est ni dangereuse en soi ni immorale. Ce qui importe, ce n'est pas le niveau de la dette, mais son usage. Pourtant, dans notre imaginaire, l'impôt reste légitime, la dette une faute.

Pas une solution économique

Dans cette fable morale, austérité et travail deviennent les instruments de la pénitence. Du côté de l'austérité, l'expérience est faite : depuis la grande récession de 2008, nous savons que les coupes budgétaires aggravent les récessions et alourdissent la dette rapportée au produit intérieur brut.

Réduire aujourd'hui les dépenses de 40 milliards d'euros pourrait creuser encore la dette demain. L'austérité n'est donc pas une solution économique, mais un geste politique et symbolique. Elle envoie un message aux bailleurs internationaux, pour les rassurer, un autre à la population, pour lui signifier que l'Etat répare la faute, et enfin, pour les dirigeants, c'est l'occasion de forger leur réputation de sérieux.

A cela s'ajoute l'autre antienne gouvernementale : « travailler plus », par exemple en supprimant des jours fériés. Là encore, le glissement est évident : la dette est une faute, et le travail, l'effort par lequel nous devrions l'expier. Cette vision réactive le même imaginaire où, après la faute originelle, Dieu condamne Adam et Ève à « gagner leur pain à la sueur de leur front ». Travailler plus pour payer la dette : la vieille punition du péché continue de dicter notre politique économique.

Renverser la perspective



page 22

On invoque aussi contre la dette le spectre de l'injustice intergénérationnelle. Dès 1817, le comte Antoine Destutt de Tracy (1754-1836) dénonçait déjà l'idée qu'une génération puisse peser un fardeau sur celles qui ne sont pas encore nées. Mais cet argument s'effondre face à l'enjeu écologique. Ce qui hypothèque réellement l'avenir, ce n'est pas l'accumulation des déficits publics, mais la destruction des écosystèmes. Il existe des moyens pour restructurer ou alléger une dette, mais aucune science ne ressuscite les espèces disparues.

Il est temps de renverser la perspective. La dette publique n'est pas une faute. La véritable faute serait de continuer à s'en servir comme prétexte pour justifier un renoncement social, politique et écologique. La vraie question n'est pas « combien de dette ? » mais « pour quoi faire ? » Cela tombe bien : 2025 est une année jubilaire dans la tradition biblique, le jubilé étant ce moment où l'on effaçait les dettes, libérait les esclaves et redistribuait les terres. Un acte de justice pour éviter que l'endettement ne mène à l'asservissement durable.

Nous devrions nous en inspirer. Non pour annuler la dette publique, mais pour en renverser l'imaginaire. Et si, alors que les tensions politiques s'exacerbent, nous proclamions un jubilé politique et budgétaire ? Chaque euro emprunté devrait financer l'avenir : transition écologique, rénovation des infrastructures, investissement dans la santé et la recherche.

Les propositions concrètes ne manquent pas : banque du climat, fonds souverain intergénérationnel, règle d'or écologique. Il est temps de faire de la dette une promesse d'avenir, plutôt qu'une éternelle culpabilité.

Note(s) :

Maxime Menuet est professeur à l'université Côte d'Azur. Enseignant à Sciences Po, il codirige le groupement de recherche européen Monnaie, banque et finance. Il est spécialiste des dynamiques de dette publique, de macroéconomie et d'économie politique

Aussi paru dans 18 août 2025 -

© 2025 SA Le Monde. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20250819·LM·202508193×20×2327774272×215